

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 113, Février 2014

Corruption

C'est essentiellement contre la corruption, et pour la démocratie, que le peuple ukrainien se soulève aujourd'hui, comme hier les peuples égyptiens, libyens, tunisiens...

La corruption est congénitalement liée à la dictature, mais elle gangrène aussi les démocraties.

Petit tour de piste (hélas non exhaustif) de l'actualité récente :

En **Chine**, des proches parents du nouveau président Xi Jinping, de son prédécesseur Hu Jintao ou de l'ex-premier ministre Wen Jiabo, les princes rouges, figurent parmi les quelque 22 000 clients originaires de Honkong et de la République populaire de Chine qui sont liés à des compagnies offshore situées dans des paradis fiscaux, en particulier dans les Iles Vierges britanniques. Il n'est pas un secteur chinois, du pétrole aux énergies renouvelables, de l'exploitation minière au commerce des armes, qui ne soit touché. Pourtant, tous les dirigeants qui se sont succédé depuis Mao ont déclaré pourchasser la corruption... (*Le Monde*, 23 janvier).

En **Bosnie**, une flambée de violence gagne plusieurs grandes villes. Les manifestants s'en prennent aux symboles du pouvoir. Les politiques qui ont capturé l'Etat y placent amis et parents, et se bloquent au point de ne pouvoir prendre aucune décision. Les citoyens, comme en Ukraine, ou avant en Bulgarie, en ont assez des élites corrompues (*Le Monde*, 13 février).

A **Malte**, on peut désormais obtenir un passeport moyennant 650 000 €. Des pays comme le Portugal ou l'Espagne marchandent eux aussi des visas pour remplir les caisses de l'Etat. C'est la porte ouverte aux réseaux mafieux et au blanchiment d'argent, dénonce (mais en vain) le Parlement européen... (*Le Monde*, 19-20 janvier).

Employé jusqu'en 2011 par le **laboratoire pharmaceutique** Merck (MSD en France), le docteur Bernard Dalbergue lève le voile dans un livre choc sur des pratiques inquiétantes : essais cliniques biaisés, effets secondaires dissimulés, experts achetés. Selon lui, le laboratoire a enfreint de nombreuses règles pour faire le succès de ses médicaments (*Omerta dans les labos pharmaceutiques : confessions d'un médecin*, Flammarion) (*Le Monde*, 5 février).

Affaire de Karachi : les juges demandent la saisie de la Cour de Justice de la République pour Balladur et Léotard, soupçonnés d'avoir de façon illicite financé la campagne présidentielle du premier et renfloué les caisses du Parti républicain du second, grâce à des faramineuses commissions perçues dans le cadre de contrats d'armement passés entre 1993 et 1995 par le gouvernement français avec le Pakistan et l'Arabie saoudite. Et ils ajoutent : « il appartient à la Cour de justice de la République d'entendre Nicolas Sarkozy sous le statut de témoin assisté sur son rôle ès qualités de ministre du budget » (*Le Monde*, 9-10 février).

Serge Dassault, sénateur UMP de l'Essonne et riche homme d'affaires, avait mis en place un dispositif d'**achat de votes**. C'est ce que dénonce, avec force détail, un acteur clé, Mamadou Kébé. La justice enquête pour savoir si des tentatives d'assassinat (deux jeunes ont échappé de justesse à une fusillade) ont un lien avec l'argent distribué par l'avionneur. Les juges, avec l'avis favorable du parquet, ont demandé la levée de l'immunité parlementaire de l'industriel, et le Sénat a fini par l'accorder (après l'avoir rejetée deux fois !). Le successeur de Serge Dassault à la mairie de Corbeil-Essonnes est mis en examen pour « recel du produit d'infractions d'achats de votes ». (*Le Monde*, 12 février).

Denis Gautier-Savaignac, ex-grand patron de la métallurgie, a été condamné à un an de prison ferme et 375 000 € d'amende, pour avoir distribué illégalement 15 millions d'euros en espèces. Il a laissé entendre que cet argent était distribué aux syndicats (qui s'en défendent), pour « acheter la paix sociale ». Et s'il s'agissait plutôt de financement occulte de parti politique, d'achat de parlementaires, d'enrichissement personnel ? (*Le Monde*, 12 février).

HSBC aide activement ses clients à échapper à l'impôt. Elle propose même ses services pour la constitution de sociétés offshore. La justice détient un fichier de 2956 identités : le montant moyen des avoirs dissimulés est de 166 802 € par foyer fiscal.

Freins politiques. En 2008, l'informaticien Falciani a fourni au fisc français un fichier permettant d'identifier des fraudeurs détenteurs de comptes chez HSBC. En 2009, les fichiers de Falciani sont saisis sous l'autorité du procureur de Nice Eric de Montgolfier, qui, craignant de voir les données disparaître dans les limbes du secret fiscal helvétique, refuse, *contre sa hiérarchie*, de les remettre à la Suisse. Eric de Montgolfier est dessaisi en 2010 au profit du parquet de Paris...et *l'affaire est pratiquement enterrée* ! Jusqu'à ce que la justice décide enfin de donner un coup d'accélérateur aux investigations, et que l'enquête soit confiée, en avril 2013, aux juges Renaud Van Ruybeke et Charlotte Bilger. (*Le Monde*, 28 janvier).

La Commission européenne a formulé une liste de recommandations contre la corruption, qui selon elle coûterait quelque 120 milliards d'euros par an aux 28 pays de l'Union européenne, notamment la **limitation du cumul des mandats** électoraux et la mise en œuvre de **moyens de police et de justice suffisants** (la section financière du pôle économique et financier de Paris, par exemple, a perdu un tiers de ses magistrats)... (*Le Monde*, 4 février).

A la source de la corruption, se trouvent les inégalités. Et le néolibéralisme accroît les inégalités...

Bonnes nouvelles

Progrès de la médecine.

Après avoir fait des millions de victimes, la **polio est éradiquée en Inde**, grâce aux programmes de vaccination menés depuis 1994. Au Pakistan, en Afghanistan et au Nigeria –ainsi qu’en Syrie où la polio a fait son retour et menace désormais 500 000 enfants-, l’épidémie reste présente. L’OMS s’est fixé comme objectif une éradication de la polio dans le monde d’ici à 2018 (*Le Monde, 15 janvier*).

Des chercheurs américains ont développé une **colle** chirurgicale hyperrésistante, qui pourrait **réparer** des lésions des **vaisseaux sanguins** ou du **cœur**, notamment en situation d’urgence après un traumatisme. Elle peut être appliquée sans interrompre le flux sanguin. Des essais ont été menés avec succès chez le porc pour réparer des lésions cardiaques. D’autres études précliniques sont prévues avant d’envisager des tests chez l’homme (*Le Monde, Science et médecine, 15 janvier*).

Une main greffée sur une jambe. Des chirurgiens chinois ont greffé la main d’un homme de 25 ans, tranchée lors d’un accident, sur sa jambe. La blessure étant trop grave pour rattacher immédiatement la main amputée, les chirurgiens l’ont greffée sur l’une des jambes du patient afin de la garder en vie. Un mois plus tard, la main a pu être rattachée au bout de son bras lors d’une opération qui a duré 9 heures. L’homme devra subir d’autres interventions et suivre un processus de rééducation pour retrouver la motricité de sa main (*Le Monde, Science et médecine, 25-26 décembre*).

Dérèglement climatique

En Australie, les vagues de chaleur à répétition ont d’importantes conséquences sanitaires et économiques. On observe des températures de 44°, 45°, 46°, 47°... Multiplication des feux de brousse, hausse des prix du riz, du blé, du maïs ; problèmes ponctuels d’approvisionnement en eau, destruction de la grande barrière de corail...(*Le Monde, 17 janvier*).

La Californie connaît la pire sécheresse depuis cent ans. Les niveaux d’eau des réservoirs californiens sont anormalement bas. On observe en janvier ce qu’on voit en plein été, c’est sans précédent. (*Le Monde, 21 janvier*).

Gaz de schiste

Pologne : dégrisement. Pour évaluer les réserves, on a creusé 50 puits. « Il en faudrait 200 pour avoir une idée », à raison de 36,7 millions d’euros par forage. Des industriels (les états-unis Exxon Mobil, Marathon Oil, Talisman Energy, l’italien ENI) quittent le pays. Le rêve d’un eldorado non conventionnel s’est dissipé...(*Le Monde, 17 janvier*).

Monde

La Centrafrique vit la pire « purification ethnique » de son histoire. Le règne, bref et sanglant, de la Séléka s’achève en cauchemar pour la communauté qu’elle affirmait vouloir défendre. Les chrétiens en veulent à la Séléka d’avoir non seulement commis des crimes et perturbé les relations avec la communauté musulmane locale, mais aussi d’être venue avec des mercenaires tchadiens et soudanais et des éleveurs peuls. Partout dans le pays, les anti-balaka, les pillards, les combattants de la dernière heure, et parfois simplement les gosses des voisins effacent les traces de décennies de coexistence, rasant les commerces, les mosquées et les habitations des musulmans. (*Le Monde, 12 février*) [finestes religions !].

Vers la fin de la « guerre contre la drogue ». Avec près de 200 millions de clients, le marché de la drogue génère un chiffre d’affaires estimé à 300 milliards de dollars par an. La Bolivie, la Colombie et le Pérou assurent la quasi-totalité de l’offre mondiale de cocaïne. L’Afghanistan produit plus de 80 % des opiacés vendus dans le monde. Mais une part croissante de ces produits à destination de l’Europe transite désormais par le continent africain, avec des effets déstabilisateurs majeurs sur les économies et les institutions locales.

Comme dans d’autres secteurs d’activité, la demande mondiale est dopée par celle des pays émergents (le Brésil est le 2^{ème} marché mondial pour la cocaïne, l’accroissement de la demande d’héroïne en Chine et en Asie du Sud-Est compense son recul en Europe de l’Ouest. La dérégulation et l’apparition d’autoroutes financières plus ou moins illicites transitant par les paradis fiscaux offrent aux trafiquants internationaux d’innombrables possibilités de recyclage de leurs produits.

Longtemps, Washington a imposé sa solution au fléau des stupéfiants : la guerre, de préférence menée sur d’autres territoires que le sien. Depuis quelques années, toutefois, le consensus se fissure. **L’Uruguay est le premier pays à légaliser la consommation de cannabis à des fins non médicales.** Le déclin des conceptions prohibitionnistes paraît irréversible.

C’est la prohibition qui fait le lit des drogues dures. Les Pays-Bas connaissent le taux de toxicomanes le plus faible d’Europe, précisément parce qu’ils ont privé le cannabis du voisinage des drogues dures. (*François Polet, Johanna Hari, dans Le Monde diplomatique, février*).

Union européenne

« Il faut une grande conférence européenne pour annuler 60 % de la dette dans les pays du Sud de l’Europe », a déclaré Alexis Tsipras, candidat grec à la présidence de la Commission européenne pour le Parti de la gauche européenne (PGE). Adversaire de la politique de rigueur imposée à son pays, il a précisé que « la sortie de la Grèce de la zone euro n’était pas une solution ». (*Le Monde, 9-10 février*).

La faillite des élites. Les élites économiques, financières, intellectuelles et politiques, n'ont, dans leur grande majorité, pas compris les conséquences du choix de foncer, tête baissée dans la libéralisation financière. Bercés par l'illusion de la capacité des marchés financiers à s'autostabiliser, elles n'ont pas seulement autorisé mais encouragé un gigantesque pari –juteux pour le secteur financier- sur l'expansion de la dette. L'élite des décideurs a été incapable d'évaluer les risques d'une crise systémique : l'effondrement des économies, l'explosion du chômage et de la dette publique. L'élite financière a été discréditée parce qu'elle a du être sauvée de la noyade. L'élite politique a été discréditée par sa volonté de financer ce sauvetage. L'élite intellectuelle (les économistes) a été discréditée par son échec à anticiper la crise et à s'accorder sur ce qu'il fallait faire ensuite. Le sauvetage était nécessaire. Mais la conviction que les puissants ont sacrifié les contribuables aux intérêts des coupables est parfaitement justifiée.

Quand une majorité de citoyens constate que l'élite économique est grassement rétribuée pour des performances somme toute médiocres et qu'elle ne s'intéresse qu'à elle-même tout en comptant bien être secourue quand les choses tournent mal, les liens se brisent. Il est possible que nous soyons au tout début de ce lent pourrissement.

C'est le désordre institutionnel de la zone euro qui est peut-être le plus grave. Le pouvoir y est désormais concentré entre les mains des gouvernements des pays créanciers, en particulier l'Allemagne, et de trois bureaucraties non élues, la Commission et la Banque centrale européennes et le fonds monétaire international. Les citoyens des pays touchés par la crise n'ont aucune influence sur ces institutions. Les hommes et femmes politiques qui sont responsables devant eux sont impuissants. Ce divorce entre responsabilité et pouvoir porte atteinte à la notion même de gouvernance démocratique (*Martin Wolf, Le Monde, 18 janvier*).

Obscénité. Trois dirigeants de la banque Dexia, en cours de démantèlement, ont vu leur salaire passer au 1^{er} janvier de 340 000 à 450 000 €, soit une augmentation de 30 % ! Les contribuables apprécieront ces largesses, sachant que la Cour des comptes a chiffré à 6,6 milliards le coût du sauvetage de Dexia par les Etats belge et français. Ce qui n'empêche pas la direction de déclarer sans complexe que la liquidation des prêts au bilan de la banque « nécessite des compétences pointues ». J'en conclus qu'à moins de 450 000 € de salaire annuel on est un incapable, à commencer par notre président et ses ministres, qui doivent se contenter de 15 000 € mensuels (*Jacques Guillemain, Le Monde, 26-27 janvier*).

France

Pacte de responsabilité. Le pacte de responsabilité vise la création d'emplois. En contrepartie de 100 milliards d'euros, les entreprises sont censées créer un million, ou 1,8 million d'emplois...

Cessons de nous voiler la face : à moins de rêver que l'offre ne crée la demande par l'opération du Saint-Esprit, nul ne veut des marchandises ou des services que le million ou le 1,8 million de salariés supplémentaires auraient à offrir. La question est ailleurs : faire disparaître cette main d'œuvre en surplus des registres de Pôle emploi et leur épargner la soupe populaire.

L'emploi disparaît parce que nous avons voulu que la machine nous remplace au travail, et nous y sommes parvenus par delà nos rêves les plus fous. Et nous avons raison : une trop grande part de ce travail était dangereuse, avilissante, abrutissante. Mais il nous faut découvrir, à partir de là, un *modus vivendi* : les gains de productivité, autrement dit la richesse créée par la machine, ne servent aujourd'hui qu'à enrichir davantage ceux qui le sont déjà. Le moment est venu de reprendre la proposition de Jean de Sismondi (1773-1842) : celui qui est remplacé par une machine (et nous ajouterions aujourd'hui par un robot ou un logiciel), obtiendra à vie une rente à partir de la richesse que cette machine va créer. C'est sur ce principe implicite que s'étaient bâties nos visions radieuses de l'an 2000. Cet an 2000, il n'est pas trop tard pour le faire advenir. (*Paul Jorion, Le Monde, 11 février*).

Grand Paris Le Conseil constitutionnel a validé la loi créant la métropole du Grand Paris ainsi qu'une dizaine d'autres métropoles, dont Marseille, et dotant l'agglomération lyonnaise d'un statut particulier. Le Grand Paris regroupera 124 communes correspondant à Paris et aux trois départements de la « petite couronne ». Ce schéma suppose une évolution du statut de Paris, à la fois ville et département, et un accord politique sur la répartition des ressources financières entre quatre départements dont les écarts de niveau de vie de la population ne cessent de grandir.

Se pose la question de la légitimité démocratique. Si les métropoles exercent les compétences des départements, elles devront être composées d'élus désignés directement par les électeurs comme le sont les conseillers généraux. Or la loi sur les métropoles votée en décembre ne le prévoit pas. Les conseils métropolitains seront composés de maires et de représentants des collectivités désignés par elles. La loi indique que la moitié de ces conseillers métropolitains sera élue au suffrage universel lors du renouvellement de leur assemblée soit en 2020, selon des modalités qui restent à préciser. (*Le Monde, 18, 25 janvier*). [Si la création du Grand Paris a figuré parmi les « bonnes nouvelles » du dernier CMM, c'est que cette initiative permet d'espérer une répartition plus équitable des richesses entre les départements de la petite couronne, et une meilleure gestion des services publics de l'agglomération- transports, éducation, services publics. Reste à appliquer le principe de subsidiarité, et à veiller à la légitimité démocratique].

Il y a dix ans dans CMM

... un article au titre prémonitoire : Cet homme est dangereux : L'initiative intempestive de Nicolas Sarkozy consistant à mettre un policier en permanence au collège de Villeneuve la Garenne a été, heureusement, suspendue. Le 9 février en Alsace, il avait annoncé la mise en place d'un « dispositif antiabstentionnisme scolaire ». « A chaque absence, on appellera la famille. Si elle refuse de coopérer, ce sera la police. Et si ça ne suffit pas, c'est la justice qui sera alertée ». Luc Ferry, qui a déclaré avoir appris ce dispositif « par une dépêche de l'AFP » (!), a rappelé que ce problème relève des conseillers principaux d'éducation. « On a des chefs d'établissement qui sont parfaitement capables de faire le travail eux-mêmes ». *Quand même !*

... et un article qui parle de faits aujourd'hui oubliés, et d'une personne qui voudrait bien revenir à la une de l'actualité... **Un clan avait mis la main sur la ville** : M. A. J., chargé de contrôler les dépenses afférentes aux employés de la ville de Paris, se rend coupable de manœuvres frauduleuses ayant coûté à cette ville une somme estimée par son maire actuel à 1,2 million d'euros. Il est condamné à 18 mois de prison **avec sursis**. Il fait appel. M. X, internaute, vend illégalement des CD, qui lui rapportent environ 5000 euros. Il est condamné à six mois de prison **ferme**.

M. J-P R., premier ministre, stupéfait de la « sévérité » du **premier** jugement, le qualifie de « provisoire ». M. J. C., président de la République, salue « la compétence, l'honnêteté » de M. A. J ! Il est vrai, comme le souligne le jugement, qu'à l'époque, M. A. J. était directement subordonné au président du mouvement, qui n'était autre que M. J. C. ; que M. J. C., en raison de ses actuelles fonctions, ne pouvait être déféré devant le tribunal ; que, dès l'instant où il abandonnera ses fonctions, il devrait automatiquement être mis en examen ; et que peut-être, pour cette raison, il jugera bon d'essayer de se faire reconduire dans ces dites fonctions...

« Un clan avait mis la main sur la ville. C'est toute une équipe, dont M. J. C. était le chef, qui a failli. » (Bertrand Delanoë).

Courrier des lecteurs

CC : Synthèse intéressante, et j'apprécie la rubrique "bonnes nouvelles".

Je suggère aussi "petites actions feront des grandes" prises à partir d'actes quotidiens anodins ! Car réfléchir le monde, en prendre conscience, c'est déjà pas mal, agir à son échelle, c'est grand !

Quelle répercussion peut avoir un geste anodin ? Tri de déchets, économie d'eau, baisser son chauffage d'un degré, dire bonjour à la voisine, ramasser les crottes de chien, planter un arbre, préparer soi-même son plateau repas, s'impliquer dans l'aide aux devoirs, éteindre la télé ... ??

Sur Montrouge, le SEL en est un bon laboratoire d'échanges, par exemple, l'initiative du livre voyageur sur le marché une fois par mois, le potager, etc. ; freecycle pour les dons...

Autres pistes : les achats directs à des créateurs français, consommer local et de saison (non seulement l'AMAP mais lire les étiquettes au supermarché)...

SD : j'ai lu attentivement le dernier "Citoyen du monde à Montrouge" et je reste étonnée de la conclusion de l'observation pertinente faite de la situation. En effet au nom de quoi affirmer "que droite et gauche ce n'est pas pareil" pour inciter les lecteurs à aller voter ? Si bien sûr il faut aller voter, il n'y a pas comme seule alternative ni que de voter pour le moins pire histoire encore du soi-disant pseudo vote utile, ni que de voter pour l'extrême droite. La gauche n'est peut-être pas pareille que la droite, non, mais du point de vue de défense des intérêts des travailleurs, elle est pire ! Car elle sème l'illusion justement qu'elle fera autrement que la droite, alors qu'elle prend exactement les mêmes décisions, qui sous prétexte de développer la compétitivité, sont une attaque en règle contre la population laborieuse. Outre cela, il n'y a pas de tournant libéral dans la politique de Hollande, dès le départ, les choses étaient claires. Hollande n'est pas un social-démocrate (référence d'ailleurs assez peu glorieuse, compte tenu de l'histoire de ce mouvement) mais un libéral-social et encore de moins en moins social. (Lire l'excellent livre de Laurent Mauduit "l'étrange capitulation") et pour en revenir au vote si bien sûr vous ne vous pouvez pas vous permettre de donner des indications de vote, vous pouvez tout de même signaler qu'il y a d'autres alternatives que cette pseudo gauche et l'extrême droite. De plus je suis persuadée que le vote quel qu'il soit ne pourra pas changer fondamentalement les choses, mais les actions et les luttes sociales, oui, alors pourquoi ne pas le préciser dans un pensusum pour inciter à ne pas s'abstenir.

Quant à l'intervention française en Centrafrique qui devait être courte comme au Mali, et on voit le résultat, qu'elles que soient les raisons invoquées, qui cachent les réelles motivations économiques pour préserver les intérêts des capitalistes, ça s'appelle du colonialisme et rien ne l'excuse. Il faut sortir de l'émotionnel que l'on nous vend à des moments opportuns pour nous faire avaler les vrais motifs. Pensons au Rwanda où la responsabilité française dans le génocide est maintenant connue et dénoncée.

JCM commente l'édito de janvier (« ...L'histoire ne doit pas se répéter. Quelles contreparties seront demandées aux entreprises, en termes de salaires et d'embauches ? En cas de non-respect des engagements des entreprises, quelles mesures de rétorsion pourraient-elles être mises en œuvre ? ») :

Ce sont des promesses qui n'engagent que ceux qui les écoutent. Ce sera comme d'habitude un bel effet d'aubaine : « prends l'oseille et tire-toi » ! L'Histoire ne « doit pas », mais se répète quand même. Faut-il en déduire que PS-UMP c'est « bonnet blanc versus blanc bonnet » ? Ce n'est peut-être pas « politiquement correct » dans *CMM*, mais on a le droit de le penser (profitons-en pendant que c'est encore permis). On peut même se demander si un gouvernement de droite ne serait pas mieux placé pour mener une politique de gauche ? A chaque fois que la gauche est aux affaires, elle se croit obligée de faire du zèle pour montrer qu'elle est aussi « réaliste » et « bonne gestionnaire » que la droite. Souvenons-nous que les grandes privatisations ont été menées par des gouvernements dits « de gauche ». La seule chose que la gauche fait mieux que la droite c'est de modérer le creusement du déficit. En effet la droite, qui a une réputation de « rigueur » et se sait totalement insoupçonnable de laxisme sur ce chapitre, n'hésite pas à jeter l'argent de l'Etat par les fenêtres. Et ce n'est pas, comme les naïfs s'imaginent, contre ses intérêts, bien au contraire : plus l'Etat est endetté et plus il est faible, moins il y a à redistribuer, et plus les riches (les vrais, pas la classe moyenne) sont contents. G. Bush a creusé une dette abyssale, il a même inventé des guerres inutiles pour ça, avant de les privatiser au bénéfice de ses petits copains. Sarko nous a laissé une ardoise de 600 milliards d'euros (la bagatelle de 10 000 € par Français).

Le problème est qu'une « politique de l'offre » est très crédible puisque chacun sait qu'un ménage ne peut pas dépenser plus qu'il ne gagne. Il faudrait donc faire des profits avant de les redistribuer. Que du bon sens ! Le problème est que dans une crise de la demande, comme actuellement, il est impossible d'augmenter les prix ou le volume des ventes en l'absence de clients (vous et moi) solvables. Il y en a même de moins en moins, et la rigueur aveugle ne peut qu'aggraver

la situation (l'Europe en fait la démonstration, même en Allemagne). Les très riches, qui sont aux commandes, peuvent néanmoins maintenir leur train de vie, voire l'améliorer, en comprimant les dépenses : supprimer la recherche et développement, ne plus investir, licencier en masse (profitons-en puisse qu'il n'y a plus de marchés à conquérir et que l'ambiance de crise anesthésie tout le monde). Mais, me direz-vous, au bout de ce chemin c'est l'effondrement. Et alors ? Après moi le déluge !

TV : Ben comme d'habitude la fausse gauche qu'on élit tous les 20 ans fait la politique que la droite n'ose pas faire. Rien de nouveau.

Comme d'habitude, les grands patrons se cachent derrière les petits pour pleurer des exonérations de charges qui vont encore les enrichir davantage au détriment de l'Etat sans créer d'emplois. Un patron n'embauche pas parce qu'on lui fait miroiter un avantage fiscal, il embauche si il a du boulot et quand il a du boulot il embauche quel que soit le prix du travail, parce que le prix du travail reste le plus souvent une composante minime du prix de revient et du prix de vente.

Le problème c'est l'activité économique et l'activité économique ne doit plus surchauffer tant qu'on reste sur des énergies carbone et nucléaires mortelles à terme et qu'on épuise la planète par nos prélèvements. Il faut donc se faire à l'idée que le secteur marchand ne créera plus le plein emploi et que c'est même une bonne chose pour la survie de la planète et le bonheur de chacun. La solution c'est d'abord appréhender qu'un travail sain et correctement rémunéré est un droit de chaque citoyen et que ce droit peut s'exercer à travers des emplois sociaux au service de la collectivité. Le souci c'est le financement de ces emplois, parce qu'on nous dit qu'on est très pauvre surtout quand on laisse en France 600 milliards s'évaporer pour un préjudice de 60 à 80 milliards de recettes fiscales, quand on paie 50 à 60 milliards d'intérêts d'une dette dont 65% globalement est illégitime parce que constituée des emprunts réalisés pour boucler les budgets sans imposer les gros gains comme il aurait fallu le faire en respectant l'article XIV de la déclaration des droits de l'homme qui institue le financement de l'impôt en proportion des gains de chacun, et quand on impose les 50 à 100 milliards d'euros de profits que veulent bien déclarer les multinationales du CAC 40 à 7.5% au lieu de 33 à 50% et que dans le même temps on les laisse déclarer 260 milliards de bénéfices en investissement direct à l'étranger, plus précisément dans les paradis fiscaux ; il est bien évident pour tout le monde que le Delaware, Jersey, la Suisse, les Iles Caïmans, la City ou le Luxembourg sont couverts d'usines, Andorre et Monaco sont aussi des contrées industrielles où on croise beaucoup de prolos et il est donc normal que les grands groupes y investissent autant :o).

On est riche de tout cet argent volé depuis 40 ans et qu'on devrait commencer par reprendre pour financer l'évolution indispensable de notre modèle de société obsolète.

Par ailleurs il faudrait que quelqu'un se dévoue pour rappeler à nos gouvernants autistes que l'indemnisation moyenne d'un chômeur coûterait au final 29000 € par an à la collectivité contre 11000 € un emploi social, compte tenu des taxes et impôts récupérés ensuite par l'Etat. Il faudrait aussi comptabiliser toutes ces aides et actions sociales pour assurer un minimum vital et traiter les externalités négatives du chômage. Le plein emploi c'est possible si on le sort de la logique capitaliste.

Sur le site <http://local.atac.org/atac92/spip.php?rubrique173> on peut lire les numéros 11 (juillet 2004) à 89 (octobre 2011) de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et sur : <http://local.atac.org/atac92/spip.php?rubrique152> , les numéros à partir de 90 (novembre 2011) , ainsi que des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.